

1987, chapitre 56  
**LOI MODIFIANT LA LOI SUR  
LE MINISTÈRE DES TRANSPORTS  
CONCERNANT LE REMISAGE DE BIENS**

---

**Projet de loi 60**

présenté par M. Marc-Yvan Côté, ministre des Transports

Présenté le 19 juin 1987

Principe adopté le 23 juin 1987

Adopté le 23 juin 1987

**Sanctionné le 23 juin 1987**

---

**Entrée en vigueur: le 3 juillet 1987**

---

**Loi modifiée:**

Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28)







## CHAPITRE 56

### Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports concernant le remisage de biens

[Sanctionnée le 23 juin 1987]

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

c. M-28,  
a. 12.03,  
aj.

**1.** La Loi sur le ministère des Transports (L.R.Q., chapitre M-28), modifiée par le chapitre 67 des lois de 1986 et par le chapitre 27 des lois de 1987, est de nouveau modifiée par l'insertion, après l'article 12.2, du suivant:

Pouvoirs de  
l'agent de la  
paix

« **12.2.1** Tout agent de la paix qui, dans l'exécution des fonctions qui lui sont conférées en vertu de la présente loi, a un motif raisonnable de croire qu'un bien, une installation ou un équipement est utilisé en contravention à un règlement visé au paragraphe c de l'article 12.1, par une personne qui n'est pas autorisée par contrat conclu en vertu de l'article 12.2 ou par son préposé, peut, sans la permission du propriétaire, en prendre possession, le déplacer et le remiser aux frais de celui-ci.

Avis au  
ministre

Il doit aviser sans délai le ministre du nom et de l'adresse de la personne qui était en possession de ce bien, de cette installation ou de cet équipement. ».

c. M-28,  
a. 12.3,  
remp.

**2.** L'article 12.3 de cette loi est remplacé par les suivants:

Déplace-  
ment  
aux frais  
du proprié-  
taire

« **12.3** Le ministre peut faire déplacer et remiser, aux frais de son propriétaire, tout bien laissé sur une propriété en contravention aux règlements visés à l'article 12.1.

Bien non  
réclamé

« **12.3.1** Le ministre peut disposer d'un bien, d'une installation ou d'un équipement remisé dans les 30 jours de la date de son remisage si le propriétaire ne l'a pas réclamé ou s'il refuse de payer les frais de déplacement et de remisage.

Responsabi-  
lité du  
ministre

Lorsque le ministre dispose d'un bien, d'une installation ou d'un équipement, il n'en est pas responsable sauf s'il a été vendu, auquel cas il n'est responsable que du produit de la vente, déduction faite des frais de déplacement et de remisage. ».

Entrée en  
vigueur

**3.** La présente loi entre en vigueur dans les 10 jours de sa sanction.